



**PREFET DE LA REGION AUVERGNE
PREFET DU PUY DE DOME**

**DIRECTION RÉGIONALE DE
L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT ET
DU LOGEMENT**

**Arrêté préfectoral portant mise en demeure
de la Société AUVERGNE
AERONAUTIQUE, commune d'Aulnat, de
respecter ses obligations réglementaires**

Le préfet de la région Auvergne
Préfet du Puy-de-Dôme
Officier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, livre V, titre I et notamment ses articles L.171-8, L.172-1, L.511-1, R.512-28 et L.514-5 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 5 juillet 2010 modifié par arrêté préfectoral complémentaire du 27 septembre 2011 autorisant la Société AUVERGNE AERONAUTIQUE à exploiter une usine de production de pièces aéronautiques Aéroport de Clermont-Auvergne, sur le territoire de la commune d'AULNAT ;

VU l'article 8.5.2.3.1 de l'arrêté préfectoral du 5 juillet 2010 modifié susvisé qui dispose :

- Article 8.5.2.3.1 : «... Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement.... »

VU le rapport d'inspection du 14 octobre 2014 adressé à l'exploitant le même jour conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU le rapport adressé par l'inspection des installations classées au préfet le 14 janvier 2015 et le courrier du 23 janvier 2015 ;

CONSIDERANT que lors de l'inspection faite le 8 octobre 2014 dans les installations de l'exploitant, l'inspecteur de l'environnement, catégorie installations classées, a constaté le fait suivant :

- les capacités de rétention de plus de 1 000 litres n'ont pas été munies d'un déclencheur d'alarme en point bas.

CONSIDERANT que le défaut ainsi constaté constitue un manquement aux dispositions de l'article 8.5.2.3.1 de l'arrêté préfectoral du 5 juillet 2010 modifié susvisé ;

CONSIDERANT que, face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'Environnement en mettant en demeure la Société AUVERGNE AERONAUTIQUE de respecter les dispositions de l'article sus-dit afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Puy de Dôme ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 - OBJET

La Société AUVERGNE AERONAUTIQUE, dont le siège social est situé Aéroport de Clermont-Auvergne BP 20041 - 63510 AULNAT, est mise en demeure de respecter la disposition réglementaire ci-dessous imposée par l'arrêté préfectoral du 18 mars 2011 susvisé :

- Article 8.5.2.3.1 de l'arrêté préfectoral du 5 juillet 2010 modifié :
«... Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement... »

Le délai pour respecter cette mise en demeure est de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 - SANCTIONS

Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1 ne seraient pas satisfaites dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 - DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Clermont-Ferrand, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

ARTICLE 4 - EXECUTION

Le présent arrêté sera notifié à la Société AUVERGNE AERONAUTIQUE à Aulnat et publié au recueil des actes administratifs du département.

Copie en sera adressée

- au Secrétaire Général de la Préfecture,
- au Maire d'Aulnat,
- au Chef de l'Unité territoriale Allier - Puy-de-Dôme de la DREAL Auvergne.

chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Clermont-Ferrand, le 4 février 2015

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général

signé

Thierry SUQUET